



**Question écrite de la Katrin JADIN
à Madame Sophie WILMES, Ministre des Affaires étrangères,
concernant
l'élection non-reconnue au Venezuela
- Bruxelles, le 8 décembre 2020 -**

Madame la Ministre,

Récemment, le soi-disant président du Venezuela a remporté les élections que la coalition internationale - dont l'Union européenne - a déjà annoncé ne pas vouloir reconnaître. Seule la Russie s'est prononcée en faveur du résultat de ces législatives.

Non seulement le régime Maduro est accusé par les Nations Unies de violations systématique des droits humains mais également de la poursuite des dirigeants de l'opposition.

Par le passé, plusieurs sanctions ont déjà été prises à l'encontre de ce pays et si mes informations sont bonnes, un embargo pétrolier est en cours depuis près d'un an.

Madame la Ministre, mes questions à ce sujet sont les suivantes :

- Pouvez-vous me dire si des sanctions de l'Union européenne vis-à-vis du Venezuela sont en cours ? Dans l'affirmative, lesquelles ?
- Quelles conséquences sont encore à attendre pour le Venezuela si Maduro compte se maintenir au pouvoir ? De nouvelles sanctions seront-elles envisagées ?

Je vous remercie, Madame la Ministre, pour les réponses que vous voudrez bien m'apporter.

Katrin JADIN

Réponse de la ministre :

Depuis 2017 l'Union Européenne a établi un régime de sanctions en rapport aux violations des droits humains et de l'état de droit au Venezuela.

Depuis lors, ces sanctions ont été élargies au fur et à mesure de la détérioration de la situation. Actuellement, 36 personnes sont soumises à une interdiction de voyager et à un gel des avoirs. Les mesures restrictives comprennent en outre un embargo d'armes et des restrictions sur l'exportation de matériel qui peut être utilisé pour la répression ou la surveillance de la population.

Le Haut Représentant Borrell a qualifié les élections parlementaires du 6 décembre de non-crédibles. L'Union Européenne appelle à un dialogue intra-vénézuélien pour trouver une solution pacifique, inclusive et durable à la crise politique. Des élections présidentielles et parlementaires crédibles, inclusives et transparentes sont essentielles.

L'Union Européenne est prête à soutenir un tel processus et reste en contact avec toutes les parties à cette fin. La Belgique, quant à elle, soutient pleinement le HRVP Borrell et ses actions. L'Union Européenne et les États-membres continueront à évaluer la situation et considéreront de nouvelles mesures si nécessaires, y compris de nouvelles sanctions. Ces mesures visent à accroître la pression sur le régime de Maduro pour permettre une sortie de crise.